

EN COLLABORATION, *Le Québec d'aujourd'hui — regards d'universitaires*. Sous la direction de Jean-Luc Migué. Préface de Fernand Dumont. Éditions Hurtubise HMH Ltée, 1971. 251 p. \$4.95.

René Dal Magro

Volume 25, numéro 4, mars 1972

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/303132ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/303132ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dal Magro, R. (1972). Compte rendu de [EN COLLABORATION, *Le Québec d'aujourd'hui — regards d'universitaires*. Sous la direction de Jean-Luc Migué. Préface de Fernand Dumont. Éditions Hurtubise HMH Ltée, 1971. 251 p. \$4.95.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 25(4), 569–571.
<https://doi.org/10.7202/303132ar>

EN COLLABORATION, *Le Québec d'aujourd'hui — regards d'universitaires*. Sous la direction de Jean-Luc Migué. Préface de Fernand Dumont. Editions Hurtubise HMH Ltée, 1971. 251 p. \$4.95.

Le Québec d'aujourd'hui rassemble douze articles de "techniciens" des sciences sociales. Ce "bien collectif" offert au public québécois pourrait

s'inscrire dans une démarche entreprise par les chercheurs en sciences sociales pour revaloriser leur discipline aux yeux de certains dénigreur qui se sont particulièrement manifestés depuis octobre 1968. Des universitaires ont choisi de présenter des analyses de problèmes dit "pratiques" qui prouvent, comme l'indique Fernand Dumont dans la préface, que "l'application des sciences humaines à la compréhension de notre milieu et à la détermination de son avenir n'est pas vaine..."

Les regards de Gérard Bélanger sur le secteur public soulignent les dangers d'un budget croissant pour des services constants et posent le problème de l'amélioration de la productivité dans ce secteur. Robert Boily s'interroge sur la réforme de la carte électorale qui est une responsabilité gouvernementale de taille qui devrait être confiée à des experts de telle sorte que le citoyen québécois soit assuré d'avoir un droit de suffrage égal. Bernard Bonin scrute les rapports entre la firme plurinationale et les pouvoirs publics au Québec en donnant à ceux-ci la tâche d'éviter que les Québécois ne deviennent des citoyens de seconde zone à l'intérieur d'une division internationale du travail qui est en train de se concrétiser. Marcel Gilbert propose une politique d'information sur les activités et les services qu'offre le gouvernement, le "patronage" de l'Etat servira ainsi à tout le monde. Jacques Grand'maison s'interroge sur la portée de réponses techniques et administratives pour résoudre les problèmes contemporains, réponses qui nous sont fournies par des dirigeants qui refusent d'identifier explicitement leur idéologie. Ce qui évite souvent de voir les vrais conflits et de trouver de vraies solutions qui transformeraient les structures. Pierre Harvey, identifiant le capitalisme actuel au monde culturel anglo-saxon, propose une hypothèse de recherche pour expliquer l'infériorité économique des Canadiens français. Il ne s'agit plus d'en chercher l'explication dans l'analyse économique ou dans l'analyse historique, mais dans une recherche à caractère psychologique et anthropologique et dans le domaine des attitudes. Jacques Laplante constate que plus de 80% des sentences au Québec furent de six mois et moins. Ces courtes sentences sont particulièrement nocives au point de vue social, elles créent une sous-société criminogène et traduisent une attitude rétrograde de la société québécoise. Vincent Lemieux accomplit une des tâches essentielles des sciences sociales qui est de faire ressortir les contradictions des partis politiques. Analysant les positions des partis politiques et leurs résultats électoraux de 1944 à 1970, il s'aperçoit que depuis 1960 les contradictions n'ont cessé de s'accumuler, il explique ce phénomène par l'apparition de nouvelles solidarités (d'âge, professionnelles, régionales, nationales) plus difficiles à satisfaire que les solidarités traditionnelles (famille, communautés locales et paroissiales, groupe ethnique canadien-français). Nicole Martin observe qu'une fraction importante de la population est privée de toute participation au progrès économique; un tel bilan souligne l'importance d'une intégration de l'économie et du social dans une politique axée sur le développement qui équilibrerait les priorités relatives à la croissance économique avec les priorités axées sur le social, synonyme de meilleure répartition. Fernand Martin et André Raynauld identifient les villes comme pôles de croissance et de développement, et se rendent compte que depuis 1951 Montréal a perdu son statut de métropole économique

(fonctions commerciales et financières), et que son avenir est menacé, d'où la nécessité d'une politique gouvernementale propre à renforcer ce pôle de croissance. Claude Masson étudie le problème du marché du travail et de la redistribution du revenu, des inégalités régionales, de la structure industrielle du Québec en soulignant le besoin d'une planification qui soit à la mesure des sacrifices que les Québécois voudront faire pour leur avenir économique. Jean-Luc Migué aborde le problème de la participation des Canadiens français au progrès économique sous un angle nouveau. Au lieu de préconiser le renforcement d'un capitalisme autochtone, d'une espèce de "black capitalism" (d'un capitalisme nègre-blanc ?) ou du développement du capitalisme d'État pour faire contrepoids à la présence du capital international au Québec, l'auteur propose que le Québec s'intègre à l'entreprise et à la technologie internationales. Il n'existe pas actuellement de réseau d'information (journaux, revues, agences de placements, clubs sociaux, congrès, associations professionnelles, rencontres d'amitié) avec l'entreprise internationale moderne. La pauvreté de nos relations avec la firme plurinationale entraîne la sous-alimentation de nos institutions. Il s'agit d'institutionnaliser nos relations avec la firme plurinationale au moyen de la francisation de tous les échelons de la hiérarchie technique et administrative de la firme ; tel est l'objectif décrit par Jean-Luc Migué pour assurer la survie de la société québécoise.

Tous ces articles dressent un inventaire des problèmes fondamentaux de la société québécoise. Ce recueil semble indiquer qu'il y a beaucoup d'avenir pour les sciences sociales au Québec.

RENÉ DAL MAGRO

Collège Ahuntsic